

# Nouveaux programmes du Baccalauréat International au CEPEO

Dans l'Est d'Ottawa comme dans l'Ouest, les élèves des écoles élémentaires et secondaires publiques de langue française peuvent maintenant accéder à une éducation internationale complète grâce aux trois programmes du Baccalauréat International.

Ces programmes sont conçus pour développer chez les élèves de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année la curiosité intellectuelle, les connaissances et la sensibilité nécessaires pour contribuer à bâtir un monde meilleur, dans un esprit d'entente mutuelle et de respect interculturel.

## Est d'Ottawa

Au palier élémentaire  
Mise en œuvre du  
Programme primaire

École élémentaire publique  
**L'Odyssée**  
1770, promenade Grey Nuns  
**613 834-2097**

**NOUVEAU**  
dès septembre 2009

Au palier intermédiaire  
Mise en œuvre du Programme  
de premier cycle secondaire

École secondaire publique  
**Gisèle Lalonde**  
500, boulevard Millennium  
**613 833-0018**

Soirée d'information  
25 février 2009 à 19 h

## Ouest d'Ottawa

**NOUVEAU**  
dès septembre 2009

Au palier élémentaire  
Mise en œuvre du  
Programme primaire

École élémentaire publique  
**Michaëlle-Jean**  
11, promenade Claridge  
**613 247-1853**

Au palier intermédiaire  
Programme de premier cycle  
secondaire du Baccalauréat  
International

Au palier secondaire  
Programme du diplôme  
du Baccalauréat International  
École secondaire publique  
**Omer-Deslauriers**  
159, promenade Chesterton  
**613 820-0992**

Soirées d'information :  
26 février 2009 à 19 h (7<sup>e</sup> à 10<sup>e</sup> année)  
5 mars 2009 à 19 h (11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> année)



etudier-en-francais.ca

613 742-8960

Conseil des  
écoles publiques  
de l'Est de l'Ontario



518848

Le Droit

11, LE MARDI 24 FÉVRIER 2009

## Perte de 8 milliards \$ pour OMERS

TORONTO — Le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) a enregistré une perte nette de huit milliards \$ en 2008. Ce résultat représente un taux de rendement total négatif de 15,3 %. Ce régime avait présenté un taux de rendement total positif de 8,7 % en 2007 et un revenu net de placement de 3,9 millions \$.

Parmi les régimes de retraite dont les actifs dépassent un milliard \$, OMERS affirme qu'il se classe dans le quartile supérieur pour l'exercice et pour la période des cinq dernières années. Malgré ses résultats négatifs en 2008, ce régime a affiché un taux de rendement moyen pour les cinq dernières années de 6,9 %.

Selon le président-directeur général d'OMERS, Michael Nobrega, la crise financière qui a ravagé les marchés mondiaux en 2008 constitue un événement qui n'arrive qu'une fois dans une vie. Il a reconnu que le régime ontarien n'avait pas été épargné. Il a toutefois estimé qu'OMERS s'en était plutôt bien sorti grâce au rendement de ses placements en titres à revenu fixe, en biens immobiliers et en infrastructure, et à sa décision de ne pas investir dans certains produits financiers à risque élevé.

LA PRESSE CANADIENNE

Le Droit 24-02-2009



**cyberpresse.ca**

**PROFITER DE VOS DROITS REER IN**

Publié le 23 février 2009 à 23h45 | Mis à jour le 24 février 2009 à 06h34

## Plus de 130 écoles publiques fermées en cinq ans



L'école Sainte-Claire, de Longueuil, est menacée de fermeture. Ce n'est pas du tout justifié, dit Monique Bastien, présidente du conseil d'établissement, ici avec son fils Antonin. Tous les élèves marchent pour aller à l'école. En la fermant, ils économiseraient des cennes noires comparé au déficit.

Photo: David Boily, La Presse



**Marie Allard**  
La Presse

Il y a 20 000 élèves de moins que l'an dernier dans les écoles primaires et secondaires publiques du Québec. Depuis cinq ans, elles ont perdu un total de 84 000 élèves, surtout en raison de la baisse de la natalité. Depuis 2003, 134 écoles publiques ont fermé leurs portes dans la province. Bien d'autres sont à moitié occupées. Et ce n'est pas fini: le ministère de l'Éducation (MELS) prévoit que le nombre de jeunes dans les écoles publiques chutera encore de 52 000 -ou 6% du total- d'ici cinq ans. Principal secteur touché: le secondaire. «Il amorcera une décroissance qui pourrait lui faire perdre plus de 20% de son effectif au cours des 10 prochaines années», précise le Ministère dans ses prévisions de 2007.

Une petite remontée est attendue dans les écoles à partir de 2015, mais ce ne sera même pas assez pour revenir au niveau actuel. Du moins, pas jusqu'en 2023, dernière année pour laquelle le Ministère a sondé sa boule de cristal. Le MELS pourrait toutefois se tromper, comme le suggère le mini-baby-boom observé actuellement. Déjà, en juillet dernier, il a été forcé de revoir modestement à la hausse ses prévisions.

«La natalité augmente, alors il faut être prudent avant de fermer des écoles», dit Isabelle Gélinas, mère de trois élèves de l'école Samuel-De Champlain, à Longueuil, qui est menacée de fermeture.

### Une solution de dernier recours pour la ministre

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est du même avis. «Bien que les prévisions de clientèle soient effectivement à la baisse, il faudra s'attendre à des augmentations dans l'avenir grâce à la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale, note Jean-Pascal Bernier, son attaché de presse. Pour Mme

Courchesne, fermer une école ne doit être qu'une solution de dernier recours, après que toutes les autres alternatives aient été regardées. Parfois, les fermetures sont inévitables, mais ça doit être du cas par cas.»

D'autant plus que la ministre a promis, en campagne électorale, de diminuer de 10% le nombre d'élèves par classe, ce qui nécessitera davantage de locaux.

À Québec, la commission scolaire des Découvreurs a reculé, en décembre, et sauvé de la fermeture les écoles primaires Notre-Dame-de-Foy et Coeur-Vaillant-Campanile. Mais au moins cinq autres écoles fermeront bel et bien en juillet dans la province et plusieurs autres projets de «révocation d'actes d'établissement» circulent.

La baisse du nombre d'enfants frappe plus durement certaines régions. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a perdu 16% de ses élèves en cinq ans, le Saguenay-Lac-Saint-Jean autant.

«Nous avons perdu 40% de notre clientèle depuis 1998, c'est énorme», indique Liz S. Gagné, présidente de la commission scolaire des Rives-du-Saguenay. Déjà, huit écoles y ont été fermées depuis 2002 et quatre autres pourraient suivre en 2010. Parmi les coupables figure l'exode de la population, en plus de la dénatalité.

«Ça prendrait des écoles à roulettes»

Même en banlieue de Montréal, les quartiers vieillissants sont touchés par le manque d'enfants. «Les clientèles ne sont pas à la bonne place», résume Louise Lortie, présidente de la commission scolaire de Laval. Des familles s'installent autour du métro de Laval et réclament une école neuve, «alors qu'à cinq kilomètres il y en a une presque vide», fait-elle valoir.

«Ça prendrait des écoles à roulettes, lance Yvon Landry, secrétaire général de la commission scolaire des Draveurs, à Gatineau. Les gens vont s'établir n'importe où, en milieu semi-rural où ils ont un beau grand terrain boisé, puis ils viennent demander une école. Il y a une mentalité à changer.» L'école Raymond, du Vieux-Gatineau, fermera en juillet, ce qui n'empêche pas la commission scolaire des Draveurs de demander l'aide de Québec pour construire une école à l'autre extrémité de son territoire.

«Où est l'urgence de fermer?» demande André Lebeau, président du conseil d'établissement de l'école Raymond, qui réclame davantage de justifications. «On ne peut pas transporter les élèves d'un bout à l'autre de notre territoire», plaide M. Landry.

## Cyberpresse vous suggère

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



**BIENVENUE À  
SAINT-GRATIS**

**NUITÉES GRATUITES**

INTERNET GRATUIT • DÉJEUNER GRATUIT

CHOICEprivileges®

Pour en sa



**cyberpresse.ca**

**PROFITER DE VOS DROITS REER IN**

Publié le 24 février 2009 à 06h24 | Mis à jour à 06h26

## Quand un petit village perd son école



Archives La Presse



**Marie Allard**

La Presse

Niché au pied des monts Chic-Chocs, dans le Bas-Saint-Laurent, le village de Saint-Jean-de-Cherbourg a reçu une bien mauvaise nouvelle: son école fermera à la fin de l'année scolaire. «L'école, c'est le coeur du village, dit Jocelyn Bergeron, son maire. Quand les enfants grouillent, c'est la vie.»

À l'école de Saint-Jean-de-Cherbourg, il n'y avait plus que 7 enfants, qui devront faire près de 20 km pour aller étudier à Saint-Adelme, voire 45 km pour gagner Matane. «On n'a pas la crainte que des gens partent parce qu'on n'aura plus d'école, mais celle de ne pas pouvoir en ramener d'autres»,

indique M. Bergeron, dont le village compte 224 habitants.

Le Québec a beaucoup de petits établissements: 600 écoles accueillent 100 élèves ou moins. Environ 175 écoles comptent un maximum de 50 jeunes, dont le tiers en ont 25 à tout casser.

«Dans bien des villages, on a fermé les bureaux de poste, les caisses pop, les services de proximité comme le dépanneur, l'essence, les restaurants et on est rendu avec un curé pour six paroisses. Là, il reste l'école», dit Suzanne Tremblay, ex-députée et présidente de la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent. Son organisme a tenu un colloque sur les écoles en novembre, attirant une centaine de personnes.

### Pas à n'importe quel prix

«On veut maintenir les écoles ouvertes le plus possible, mais pas à n'importe quel prix, explique-t-elle. Il faut qu'on s'assure que les élèves ont un enseignement de qualité et qu'ils ont aussi, au plan social, des interactions avec des enfants qui ne sont pas leurs frères et soeurs.»

Des solutions sont proposées par les communautés pour garder les écoles ouvertes. «Par exemple, la

municipalité va enlever la neige l'hiver, faire les pelouses l'été», ce qui réduit les dépenses des commissions scolaires, indique Mme Tremblay. Les parents demandent quant à eux un service de garde et de dîner à l'école du village. Sans cela, «ils s'en viennent travailler à Rimouski et ils emmènent leurs enfants avec eux», dit-elle. Est-ce faisable? «Ça va s'organiser», assure-t-elle.

À Saint-Jean-de-Cherbourg, le maire garde un petit espoir de voir renaître son école. «C'est triste, mais on se débat, dit-il. On est un des plus beaux villages qu'il n'y a pas dans la région de Matane. On est près des montagnes, le spectacle est féérique. Ce n'est pas interdit de venir nous voir!»

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



**cyberpresse.ca**

PROFITER DE VOS DROITS REER IN

Publié le 24 février 2009 à 06h24 | Mis à jour à 06h27

## Le sort de neuf écoles scellé ce soir



Antonin Mevel, 12 ans, lutte contre la fermeture de son école, Sainte-Claire, à Longueuil.

Photo: David Boily, La Presse



**Marie Allard**

La Presse

C'est ce soir que sera fixé le sort de neuf écoles de Longueuil et Saint-Hubert, menacées de fermeture en raison du déclin du nombre d'enfants. «On a une décroissance réelle de 5575 élèves depuis 1998», indique Lucie Désilets, présidente de la commission scolaire Marie-Victorin. Seule une école de son territoire a fermé jusqu'à maintenant, dans l'ex-Ville Le Moyne, en 2003.

«La décroissance a bien sûr un impact sur les subventions que nous recevons», dit la présidente. Si aucun changement n'est apporté, le déficit cumulé «dû à la diminution des effectifs scolaires» sera de 21 millions dans 5 ans, précise le Plan d'organisation scolaire 2009-2014 de Marie-Victorin.

«Ce qui nous guide, c'est le maintien des services de qualité», assure Mme Désilets. Les petites écoles offrent des activités moins variées, moins de services professionnels, plus de classes multi-âges, voire une plus grande concentration d'élèves en difficulté, fait valoir la commission scolaire.

Un maximum de cinq des neuf écoles pourraient fermer en juillet. «Ou aucune», dit Mme Désilets, redonnant espoir aux communautés qui se battent pour la survie de leur école. Le problème, c'est que la baisse du nombre d'élèves est répartie dans plusieurs écoles, qui refusent toutes d'être sacrifiées au profit des autres.

### Pétition de 2000 signatures

«Quand une école part, ça tue un peu le quartier», dit Sylvain Jacob, responsable du service de garde à l'école Paul-Chagnon, dans Saint-Hubert. Plus de 2000 personnes ont signé une pétition réclamant la survie de l'établissement, fréquenté par 267 enfants. Plantées devant les commerces et maisons des alentours, des pancartes demandent aussi son maintien. «Si Paul-Chagnon ferme, plus de 600 élèves changeront d'école à

cause de l'effet domino qui suivra», dénonce M. Jacob. Un scénario confirmé par la commission scolaire.

L'opposition est aussi vive à Longueuil, où les écoles ne sont qu'à quelques rues les unes des autres. «Ça ne me tente pas que mon école ferme, dit Antonin Mevel, 12 ans, qui va à l'école Sainte-Claire. C'est près de chez moi, les profs ne sont pas trop sévères et ils sont dynamiques.» Présidente du conseil d'établissement de Sainte-Claire, Monique Bastien, sa mère, combat la fermeture de l'école pour la deuxième fois en trois ans. «C'est n'est pas du tout justifié, indique-t-elle. Tous les élèves marchent pour aller à l'école. En la fermant, ils économiseraient des cennes noires comparé au déficit.» Condamner Sainte-Claire ferait gagner 208 013\$ par an, selon la commission scolaire.

Mélanie L'Archevêque-Gariépy lutte, quant à elle, pour sauver l'école des Quatre-Vents, où va son fils qui a des difficultés d'apprentissage. «Quand tu rentres dans cette école-là, c'est jovial, témoigne-t-elle. Tu n'es pas numérotée, tu ne sens pas qu'ils se disent: Ah, c'est la mère du petit mozusse!»

Le Syndicat de l'enseignement de Champlain, qui représente les enseignants de Marie-Victorin, propose de sauver les écoles en éliminant les subventions au privé. Cela permettrait d'aller chercher plus de 1000 élèves, qui quitteraient les écoles privées devenues trop chères, estime le syndicat.

Tous ont apprécié l'écoute des commissaires de Marie-Victorin, qui ont tenu des audiences publiques où 66 mémoires ont été déposés. «Ça nous a fait cheminer, assure Mme Désilets. C'est clair aussi que la ministre a appelé à la prudence, mais à Marie-Victorin, on avait cette prudence.»

### **Fermetures à Laval: une erreur?**

Peut-on tirer des leçons de l'expérience de Laval, où une dizaine d'écoles primaires et trois écoles secondaires ont fermé ces dernières années? Pas sûr. «Ça a été une bien grosse erreur, affirme Chantal Crochetière, présidente par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval. Au secondaire, il y a aujourd'hui 2422 élèves de plus, mais 3 écoles de moins. Ça a clairement comme conséquence que les écoles sont surpeuplées.»

Oui, des écoles secondaires débordent, «mais ce n'est pas du tout à cause des fermetures», répond Louise Lortie, présidente de la commission scolaire de Laval. Plutôt parce que la clientèle est mal répartie dans l'île Jésus. L'école secondaire Leblanc, située dans l'Est, est à moitié vide, illustre-t-elle. «On va probablement déplacer des élèves», précise la présidente.

Sur la Rive-Sud, le suspense prendra fin quand le conseil des commissaires de Marie-Victorin se réunira ce soir, à 19h30. «J'ai hâte de savoir, dit Mme Bastien, de l'école Sainte-Claire. J'en fais des cauchemars la nuit.»



**cyberpresse.ca**

**PROFITER DE VOS DROITS REER IN**

Publié le 18 février 2009 à 20h15 | Mis à jour le 18 février 2009 à 20h24

## La Commission scolaire Marie-Victorin lance un plan contre l'intimidation

**Alexandre Geoffrion-McInnis**

La Presse Canadienne  
Montréal

Une semaine après la disparition du jeune David Fortin à Alma, la Commission scolaire Marie-Victorin (CSMV) de Longueuil a présenté mercredi un plan d'action contre l'intimidation qui sera appliqué dans 11 de ses écoles.

«L'intimidation, ça ne passe pas avec moi!» vise à outiller les élèves, le personnel des écoles ainsi que les parents pour qu'ils puissent faire face à diverses situations d'intimidation comme le taxage, le harcèlement psychologique et la violence physique.

«Ce qui fait la distinction, c'est la concertation de plusieurs écoles qui ont réuni les forces et les compétences de tous leurs professionnels pour assurer un plan plus pointu, plus constant et plus près des clientèles», a indiqué la directrice de l'école Pierre-D'Iberville, Francine Désorcy.

Selon une étude publiée par l'Association québécoise des psychologues scolaires, 10% des élèves seraient victimes d'intimidation durant leur cheminement scolaire, et 15% de l'absentéisme serait attribuable à la crainte d'être intimidé.

À Québec, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a salué l'initiative de la CSMV et indiqué qu'elle allait écrire à toutes les commissions scolaires de la province pour leur rappeler l'importance de prendre au sérieux l'intimidation.

«C'est une question importante et je vais rappeler qu'il est important d'agir, a souligné Mme Courchesne. Les personnes concernées se doivent de le faire, et je ne dis pas qu'elles ne le font pas, mais elles doivent poser des gestes et prendre cela très sérieusement».

Mme Désorcy, a par ailleurs indiqué que depuis l'instauration du plan en septembre dernier, seuls deux cas d'intimidation avaient été relevés dans les corridors de son école, contre 12 pour la même période en 2007-2008.

Elle a par ailleurs précisé que ce plan d'action n'avait aucun lien avec la disparition de David Fortin à Alma la semaine dernière.

«En fait, on a constitué notre équipe multidisciplinaire le printemps dernier, et depuis septembre 2008 certaines actions ont été posées dans nos écoles, a précisé Mme Désorcy. C'est malheureusement fortuit que le plan d'action soit relié à la disparition de ce jeune-là».





**cyberpresse.ca**

# leSoleil

Espace maintenant disponible  
Contactez votre représentant  
418.686.3435

Publié le 19 février 2009 à 05h00 | Mis à jour le 19 février 2009 à 09h35

## Absentéisme dans les écoles: le plus haut taux en huit ans



Le taux d'absentéisme concerne les enseignants, mais aussi les professionnels et le personnel de soutien.



**Daphnée Dion-Viens**  
Le Soleil

(Québec) Le nombre de congés de maladie est en hausse dans le réseau de l'éducation. Après avoir connu une diminution, voilà que le taux d'absentéisme chez les employés des commissions scolaires est en hausse, atteignant même son plus haut niveau depuis huit ans.

C'est ce qu'indiquent les dernières données disponibles transmises au *Soleil* par la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). Au cours des deux dernières années, le taux a grimpé à 3,35 % et à 3,34 %. Un sommet depuis 1999-2000, année où la FCSQ a commencé à compiler des données à ce sujet.

### [Graphique](#)

«C'est une préoccupation constante», affirme Pierre D'Amours, conseiller en relations de travail à la FCSQ.

Le taux d'absentéisme concerne les enseignants, mais aussi les professionnels et le personnel de soutien des commissions scolaires. Les congés de maladie liés à des problèmes de santé mentale (épuiement professionnel, dépression, anxiété, etc.) représentent 46 % des absences. Et contrairement à ce qu'on pourrait croire, les enseignants ne s'absentent pas plus pour des raisons psychologiques que les employés de soutien ou les professionnels, selon la Fédération. Au total, 706 000 jours d'assurance salaire ont été accordés en 2007-2008 pour un total d'un peu plus de 21 millions de jours travaillés. Géographiquement, la situation est assez comparable d'une région à l'autre, précise M. D'Amours.

En 2002-2003, les commissions scolaires avaient pourtant réussi à faire diminuer l'absentéisme en mettant en place des méthodes de gestion plus sophistiquées, comme des programmes d'aide aux employés et le retour progressif au travail.

Cinq ans plus tard, ces mesures sont toujours en vigueur. Comment les commissions scolaires expliquent-elles cette hausse alors ? «Excellente question!», laisse tomber M. D'Amours. Depuis deux ans, la Fédération a aussi mis sur pied de nouveaux services conseils pour offrir un meilleur soutien aux gestionnaires qui doivent composer avec ces nombreux congés de maladie. «Les causes sont difficiles à recenser», ajoute le conseiller.

Mais pour la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), la réponse est simple : avec l'intégration des élèves en difficulté dans les classes régulières, les profs sont surchargés et démotivés.

«Ces chiffres montrent la lourdeur de la tâche, affirme la présidente de la FSE, Manon Bernard. On a un manque de support à plusieurs niveaux. Les enseignants se sentent seuls et dévalorisés.»

Les statistiques du ministère de l'Éducation confirment d'ailleurs la hausse de l'absentéisme constatée dans les commissions scolaires. Dans les rangs des enseignants, le nombre de jours d'assurance-salaire a augmenté de 10 % au cours des cinq dernières années, atteignant 397 553 en 2006-2007 selon les derniers chiffres disponibles.

Des absences qui ont coûté 85,6 millions \$ au ministère de l'Éducation pour la même année.

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

**cyberpresse.ca****PROFITER DE VOS DROITS REER IN**

Publié le 18 février 2009 à 11h40 | Mis à jour le 18 février 2009 à 11h43

## Le tiers des ex-étudiants n'ont pas demandé leur remboursement d'intérêts



La Presse Canadienne  
Environ 26 000 anciens étudiants qui pourraient recevoir un dédommagement du gouvernement du Québec pour leur avoir imposé trop d'intérêts sur leur prêt étudiant, n'ont pas fait leur réclamation.

Le montant moyen des remboursements s'élève à 500 \$, mais peut aller jusqu'à 6200 \$. La Cour suprême du Canada s'était prononcée, en juin dernier, en faveur d'un recours collectif contre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Quelque 80 000 anciens étudiants des cégeps et des universités réclamaient un remboursement de la part du gouvernement pour leur avoir réclamé trop d'intérêts sur leur prêt étudiant contracté avant le 30 avril 1998.

Le processus de réclamation se terminera le 1er juin 2009 et seulement la moitié des étudiants touchés ont été remboursés par le ministère, selon ce que déplore le cabinet d'avocats Sternthal Katznelson Montigny, qui représente les étudiants.

La procédure de réclamation est pourtant simple. Les anciens étudiants touchés doivent s'inscrire sur le site Internet de l'Aide financière aux études ([www.afe.gouv.qc.ca](http://www.afe.gouv.qc.ca)). Aucun document, ni preuve n'est exigé. Le montant du remboursement est calculé automatiquement et un chèque est envoyé dans la semaine.

Par ailleurs, la Cour supérieure du Québec a donné gain de cause, le 27 janvier dernier, à quelque 15 000 anciens étudiants que l'Aide financière aux études refusait d'indemniser puisqu'ils étaient retournés aux études après le 30 avril 1998.

Le gouvernement du Québec a 30 jours pour porter la cause en appel mais les étudiants peuvent d'ores et déjà transmettre leur demande sur le site de l'Aide financière aux études.



cyberpresse.ca

LeDroit

Contactez la salle de rédaction

Publié le 23 février 2009 à 20h28 | Mis à jour le 23 février 2009 à 20h36

Érection d'une « clôture décorative » sur un terre-plein près des Promenades de l'Outaouais

## Les étudiants vont frapper un mur



Archives, LeDroit



**Patrick Duquette**  
Le Droit

Pour empêcher les étudiants de la polyvalente Le Carrefour de traverser en vague le boulevard de la Savane, Gatineau érigera bientôt une « clôture décorative » sur le terre-plein central.

Sur l'heure du midi ou après les classes, de nombreux étudiants traversent le boulevard pour se rendre de l'autre côté, au centre commercial des Promenades de l'Outaouais.

Une habitude dangereuse aux yeux de plusieurs automobilistes, parfois forcés de

s'immobiliser pour céder le passage à des vagues d'étudiants qui

traversent un peu n'importe où.

### Plaintes nombreuses

D'une hauteur d'environ 6 pieds, la clôture s'étirera entre la rue Saint-Antoine et la sortie qui donne sur la boutique Urban Planet, un commerce qui occupe les anciens locaux du Métro des Promenades.

La clôture coûtera 50 000 \$. Elle aura pour but de forcer les jeunes à traverser le boulevard de la Savane aux passages à piétons. La clôture est la première composante d'un dispositif pour améliorer la sécurité du quartier. Selon Luc Angers, des feux de circulation seront aussi installés à la sortie vers le Urban Planet.

## La mère du jeune disparu est déçue des propos de la ministre Courchesne à *Tout le monde en parle* **« David a toujours parlé de sa situation »**

MARC ST-HILAIRE

LE QUOTIDIEN

ALMA — Les parents de David Fortin se disent profondément déçus par les propos de la ministre Michelle Courchesne à l'émission *Tout le monde en parle*, dimanche soir dernier.

Selon la mère du jeune Alma-tois disparu, Caroline Lachance, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport n'a aucune idée de ce qui se passe dans les cours d'école du Québec et ajoute qu'elle devrait s'abstenir de commenter l'histoire de David, elle qui n'a jamais pris la peine de communiquer avec la famille du jeune homme.

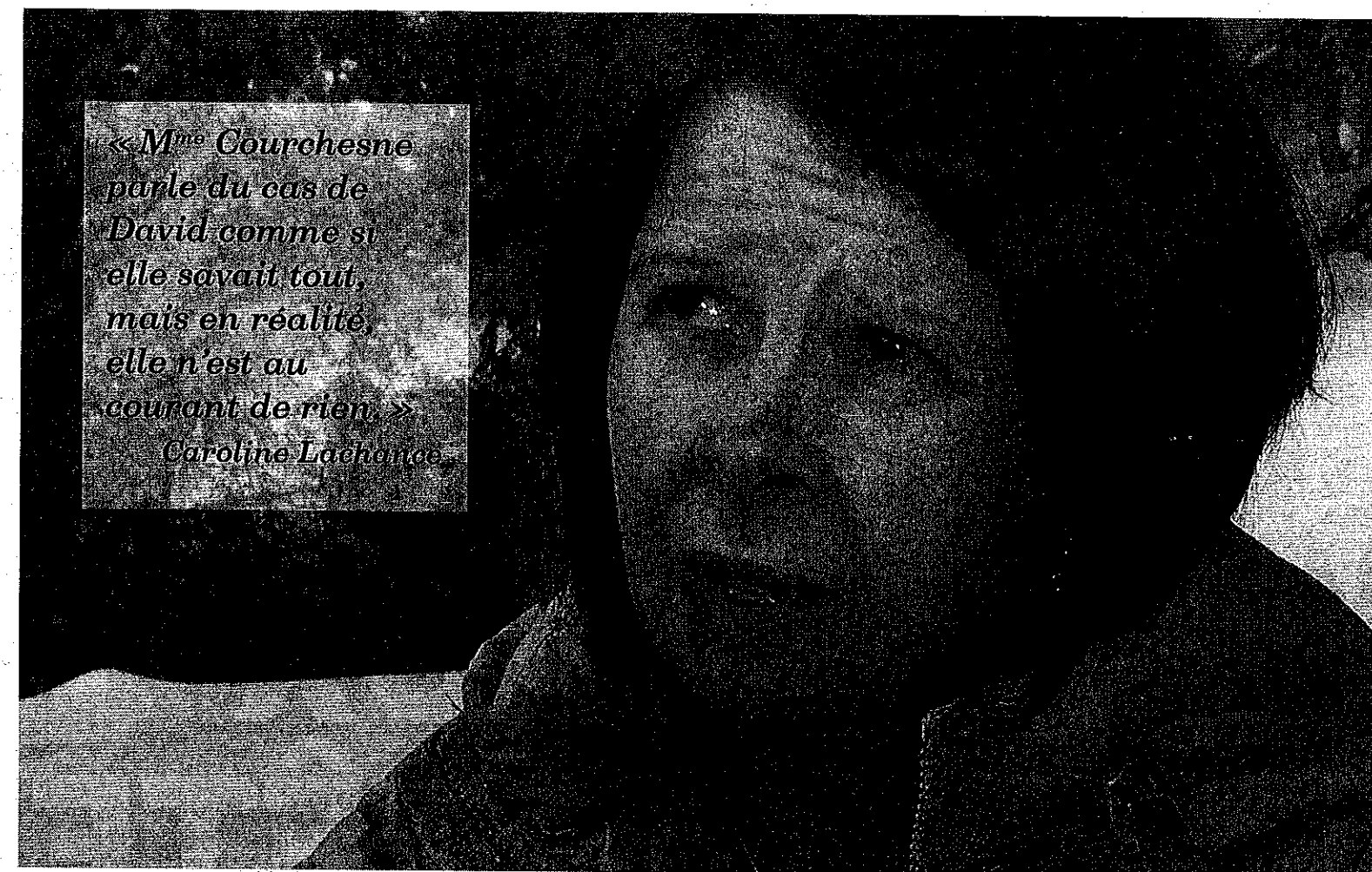
La ministre, qui se disait bouleversée par le drame entourant cette affaire, a notamment indiqué que le cas de David Fortin, qui a été harcelé sur une période aussi longue, est une exception au Québec. Elle a aussi invité les parents de victimes à communiquer avec les directions d'établissement, à ne pas rester en retrait et à oser dénoncer la situation.

Michelle Courchesne a enfin déclaré que le climat est généralement bon à l'école secondaire Camille-Lavoie, celle que fréquentait David Fortin.

« Nous sommes déçus, exprime-t-elle. M<sup>me</sup> Courchesne parle du cas de David comme si elle savait tout, mais en réalité, elle n'est au courant de rien. Tout ce qu'elle sait, c'est ce que la directrice de l'école a bien voulu dire à ses supérieurs. Elle aurait au moins dû prendre la peine de nous appeler, ne serait-ce que pour prendre le pouls. »

### Expulsion

Toujours selon Caroline Lachance, le système d'éduca-



« M<sup>me</sup> Courchesne parle du cas de David comme si elle savait tout, mais en réalité, elle n'est au courant de rien. »  
 Caroline Lachance

ARCHIVES, Le Quotidien

tion devrait être impitoyable en ce qui a trait au harcèlement. Elle soutient qu'après un avertissement, les fautifs devraient être expulsés de leur établissement scolaire.

« Dès la première offense, les parents du jeune devraient être avertis. S'ils ne sont pas en mesure de contrôler leur jeune, s'ils ne sont pas capables de l'arrêter, et bien qu'ils le gardent chez eux, à la maison », tranche

la mère.

Caroline Lachance maintient qu'elle a épuisé toutes les ressources qui étaient à sa disposition afin de mettre fin aux sévices dont était victime son garçon. Ses efforts n'ont cependant rien donné.

« Contrairement à ce que laisse entendre la ministre, David a toujours parlé de sa situation. Il nous parlait, il parlait à ses profs. Mais un jour, il a décidé

d'arrêter de parler dans le vide. C'est ce que M<sup>me</sup> Courchesne refuse d'accepter. Elle dit aux jeunes qu'ils doivent avoir confiance en leurs enseignants. Justement, David a peut-être eu trop confiance en ses profs et en sa direction d'école », met-elle en relief.

### Recherches

Les recherches se sont poursuivies hier mais n'ont donné

aucun résultat concluant.

Le jeune homme de 14 ans, qui est vraisemblablement en fugue depuis le 10 février, aurait été aperçu dans la région de la Mauricie, il y a une dizaine de jours.

Il s'agit des dernières infirmations valides dont disposent les enquêteurs de la Sûreté du Québec, qui ont d'ailleurs lancé un appel à tous le 20 février dernier.

February 24, 2009

## School sued over absent professor

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

A group of University of Ottawa students are launching a joint lawsuit against the school, claiming breach of contract and malfeasance in public office, after controversial physics professor Denis Rancourt was banished from campus in December.

### LOST RESEARCH

Joseph Hickey, a former graduate student of Rancourt's, says he has been "bullied" by university administration into abandoning his fully funded NSERC research project, which he was pursuing under Rancourt.

"Every day that we are locked out of our research jobs, the value of our scholarships diminishes and the likelihood of regaining our research momentum decreases rendering the prospects for our scientific careers more doubtful," said Masters student Sean Kelly.

Kelly claims he lost nearly six years of specialized research when Rancourt was barred from campus.

Rancourt ran afoul of administration when he abandoned traditional marking schemes and awarded every student an A+ grade, in what Rancourt, a self-proclaimed anarchist, calls "academic squatting."

Rancourt traded volleys with the administration for years, citing academic freedom, until the university took the drastic measure of closing Rancourt's laboratory, locking out its researchers and having security escort the professor off campus.

### MONETARY DAMAGES

The students will hold a press conference today at Tabaret Hall, where they will formally announce a joint claim against the university and the Dean of Graduate Studies, seeking monetary damages.

The university has declined to comment on its proceedings with Rancourt or on pending legal action.

AEDAN.HELMER@SUNMEDIA.CA



February 24, 2009

## Oh ye bus ads of little faith!

### Religious leaders divided on propriety of atheist promo

By BETH JOHNSTON, SUN MEDIA

In the wake of OC Transpo's decision to refuse to allow atheist ads on city buses, some Ottawa religious leaders say the side of a bus is no place to question their faith while others are turning the other cheek to the cheeky message.

The ad, which says "There's Probably No God. Now Stop Worrying and Enjoy Your Life," was rejected based on a clause in OC Transpo's advertising policy, which bans ads that "might be deemed prejudicial to other religious groups or offensive to users of the transit system."

The ad is part of a campaign by Freethought Association of Canada, a registered charity based in Toronto. It was approved in Toronto and Calgary, but rejected in Halifax, Vancouver, Victoria, Kelowna, B.C., London, Ont., and now Ottawa.

They're planning a Supreme Court challenge of OC Transpo's decision, and the chairman of the Ottawa transit committee, Coun. Alex Cullen, said the city is engaged in "an act of censorship" and will introduce a notice of motion asking city council to reverse the decision tomorrow.

Beth Shalom synagogue Rabbi Arnold Fine wasn't too bent out of shape over the ads, even though he personally disagrees with them.

"I know if you believe in God, your life is much more enjoyable, but hey, everybody is entitled to their own opinion," he said. "It's a free country, people have free speech -- I am not terribly upset about it."

Ottawa Sikh Society president Devsharan Hundal is less happy, saying the ads are an abuse of free speech.

#### BOOK A HALL

Atheists should book a hall to have these types of discussions, he said, not plaster them on the side of city buses.

"This is not the way to communicate these types of thoughts, you can approach people personally and start a dialogue about that," he said.

"We believe God has given us this life. We are born to worship our Creator. Without God, our life is incomplete and unfulfilled."

Most Canadians believe in God, so the ads are offensive to many, said Ottawa Muslim Association Imam Khaled Alazhany.

"This is not good. It's very hard for the believers to see, it will harm their feelings. These people are not bigger than the believers. I know there are some people who feel there is no God but they're not right," he said.

Even a non-believer will call on Allah as his boat is sinking, he said.

"Even if he says he doesn't believe, in his heart, he does."

Roman Catholic Priest Rev. Leonard St. John suspects the campaign is a cry for attention from a group that is losing power.

"I've never even heard of this group before, now they're getting all kinds of attention," he said.

"I don't like it. It can be seen as discrimination against believers. People think it's too aggressive. Maybe they're stepping pressure because atheism is going out of fashion."

The ads imply that people who believe in God are no fun, he said.

"This is telling us we're uptight because God is watching us. It doesn't make us miserable. They're the ones looking over their shoulders."

Dominion-Chalmers United Church Minister James Murray thinks it's all part of an important discussion. He was glad to see the thought-provoking ads, because they got people talking.

"I don't have a problem with it, they're entitled to their opinion," he said.

"It's all part of the dialogue. Christianity is not that fragile that it needs to be protected from other points of view."

---

---

#### GOD IS ON THEIR SIDE

The Sun asked the local leaders of five different religions what they would put on the side of a bus, if they had one. Here are their responses:

- Catholic priest, Reverend Leonard St. John: "God so loved the world ..."
- United Church minister James Murray: "There is a God. So stop worrying and enjoy your life."
- Ottawa Sikh Society president Devsharan Hundal declined to answer the hypothetical question: "For me, religion is a very serious thing, it's not something fun," he said.
- Ottawa Muslim Association Imam Khaled Alazhary: "God loves you. God loves all people."
- Beth Shalom Synagogue Rabbi Arnold Fine: "God is, God was, and God will be."